



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

.....

Avis n°13-77376 publié le 07/05/2013 - BOAMP n°88B, Annonce n°142

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/13-77376/officiel>

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : DGEFP.

Correspondant : contact : Florence Gelot - représentant du pouvoir adjudicateur : Emmanuelle Wargon, 7 square Max Hymans 75741 Paris Cedex 15 tél. : (+33)1-44-38-32-90 télécopieur : (+33)1-44-38-28-05 courriel : florence.gelot@emploi.gouv.fr adresse internet : <http://www.emploi.gouv.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Emploi.

Objet du marché : évaluation du partenariat renforcé entre Pôle emploi, l'état et le Conseil national des missions locales.

Catégorie de services : 10.

C.P.V. - Objet principal : 79311000.

Lieu d'exécution : ile-De-France, Bourgogne, Centre, Nord-Pas-De-Calais, Picardie, Rhône-Alpes.
L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

le présent marché public a pour objet l'évaluation du partenariat renforcé entre Pôle emploi, l'état et le Conseil national des missions locales.

Il est traité à prix global et forfaitaire.

Dans ce cadre, le titulaire est chargé d'évaluer l'accord-cadre relatif au partenariat renforcé entre Pôle emploi, l'état et le Conseil national des missions locales. Prévue dans son principe à l'article 10.3 de l'accord-cadre, l'évaluation visera en l'espèce à analyser sa mise en oeuvre, à évaluer son impact sur le fonctionnement de ces différentes instances ainsi que sa valeur ajoutée auprès des jeunes et des

employeurs. En sus des instances à portée nationale, l'évaluation sera menée dans 6 régions en France métropolitaine

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.
Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 8 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 1er juillet 2013.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : marché public financé sur les crédits de la mission "Travail et Emploi" du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et après service fait. Les paiements s'effectuent par virements du comptable assignataire.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. En outre, le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm) ;
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm) ;

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. les formulaires "Lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants" (Dc1) et "Déclaration du candidat ou du membre du groupement " (Dc2) doivent être dûment complétés et signés par une personne ayant qualité pour engager juridiquement la société (Dc1 et Dc2 obligatoires). Un document attestant du pouvoir de la personne ayant qualité pour engager la juridiquement la société doit être fournis par le candidat. En cas de groupement d'entreprises, fournir un Dc1 pour le groupement et un Dc2 pour chacun des membres du groupement.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 1- valeur technique de l'offre au regard des sous-critères suivants : : 65 % ;
- sous-critère 1 - la compréhension du contexte et des enjeux de la commande (comment le candidat interprète, analyse et reformule le projet en se situant du point de vue du titulaire : 15 % ;
- sous-critère 2 - la méthodologie proposée : 25 % ;
- sous-critère 3 - l'organisation de l'équipe en charge de l'évaluation, notamment au regard des contraintes liées à la période estivale pour la première partie de l'évaluation : 25 % ;
- 2 - le prix des prestations (sur la base du dpjf) : 35 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 10 juin 2013, à 16 h 30.

Délai minimum de validité des offres : 160 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice : 2013-61-023.

Renseignements complémentaires : le présent marché est un marché passé selon une procédure adaptée en application des articles 26-ii-1^o et 28 du code des marchés publics.

Les candidats doivent obligatoirement télécharger le dossier de consultation par voie électronique, sur le site www.marches-publics.gouv.fr sous la référence "2013-dgefp-epr(en majuscule).

Les offres doivent être transmises selon les modalités prévues à l'article 6.3 du règlement de la présente consultation. dans le cas d'une remise d'offre dématérialisée, la signature électronique des candidatures et des offres se fait via l'utilisation de certificats électroniques valides (non expirés et non révoqués).

Négociation : Suite à une première analyse des offres, selon les critères de sélection mentionnés à l'article 8 du présent RC, le pouvoir adjudicateur procédera à une phase de négociation avec les 3 candidats les mieux classés. Cette négociation se déroulera en une seule phase dans les locaux de la DGEFP, 7 square Max Hymans, Paris 15^{ème}, elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Les candidats admis à cette phase de négociation seront prévenus par le biais d'un courrier recommandé ou d'un courriel. A l'issue de cette phase de négociation, le pouvoir adjudicateur procédera à une seconde



BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

analyse des offres comprenant les éléments négociés, toujours en application des critères de sélection mentionnés à l'article 8 du présent RC. Le candidat le mieux placé à l'issue de l'analyse des offres négociées sera désigné attributaire du marché.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 3 mai 2013.

*Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Paris 7, rue de Jouy 75004 Paris
tél. : (+33) 1-44-56-44-00 télécopieur : (+33) 1-44-59-46-46 adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/ta-cao>.*

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif de règlement à l'amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics..

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du Tribunal administratif cité ci dessus..